

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/BRA/69
19 août 2002

(02-4491)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

NOTIFICATION DE MESURES D'URGENCE

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>BRÉSIL</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2.	Organisme responsable: Agence nationale de surveillance sanitaire (ANVISA)
3.	Produits visés (Prière d'indiquer le (les) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant): Confiseries gélifiées contenant l'additif alimentaire E 425 konjac
4.	Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable: Tous pays et régions
5.	Intitulé, langue et nombre de pages du texte notifié: <i>Resolução</i> (Résolution) RE n° 140 du 9 août 2002 (1 page, disponible en portugais) – Publiée dans le <i>Diário Oficial da União</i> (Journal officiel fédéral) le 12 août 2002
6.	Teneur: Interdiction sur l'ensemble du territoire national de l'entrée, du commerce et de la mise sur le marché de desserts et de bonbons gélifiés, y compris les produits de gelée en mini-barquettes, renfermant l'additif INS 425 gomme de konjac (farine de konjac ou glucomannane de konjac ou Konnyaku).
7.	Objectif et raison d'être: <input checked="" type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input type="checkbox"/> santé des animaux, <input type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites
8.	Nature du (des) problème(s) urgent(s) et raison pour laquelle la mesure d'urgence est prise: L'utilisation de l'additif susvisé dans certains types de confiseries a été à l'origine d'accidents mortels.
9.	Norme, directive ou recommandation internationale: <input type="checkbox"/> Commission du Codex Alimentarius, <input type="checkbox"/> Office international des épizooties, <input type="checkbox"/> Convention internationale pour la protection des végétaux, <input checked="" type="checkbox"/> Néant S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent:
10.	Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles: <i>Resolução</i> (Résolution) n° 386, 5 août 1999 <i>Portaria</i> (Arrêté ministériel) DETEN/MS n° 13, 1 ^{er} janvier 1996
11.	Date d'entrée en vigueur/durée d'application (le cas échéant): 12 août 2002

- 12. Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations:** [] autorité nationale responsable des notifications, [X] point d'information national ou adresse, numéro de télécax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:

Agence nationale de surveillance sanitaire (ANVISA)

Téléphone: + (55) 61 448.1078

Télécax: + (55) 61 448.1089

Courrier électronique: rel@anvisa.gov.br

- 13. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:** [] autorité nationale responsable des notifications, [X] point d'information national ou adresse, numéro de télécax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:

Agence nationale de surveillance sanitaire (ANVISA)

Téléphone: + (55) 61 448.1078

Télécax: + (55) 61 448.1089

Courrier électronique: rel@anvisa.gov.br